



Le féminisme et le système économique



Les femmes de Porgera rencontrent Catherine Coumans de Mines Alerte Canada pour discuter des impacts de la mine Porgera Joint Venture de Barrick Gold sur leur vie.

Peur. Violence. Viols. Promesses trahies. Voilà les dividendes d'un système économique qui privilégie le profit d'une infime minorité plutôt que l'intérêt public de la majorité.

En 2006, le géant minier Barrick Gold a acquis Porgera, un site de mines d'or et d'argent à ciel ouvert en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Comme d'autres sociétés minières, Barrick a embauché une agence de sécurité privée ainsi qu'une force de police pour garder le site. Comme dans d'autres sites miniers, les forces de sécurité ont abusé de leur pouvoir – viols collectifs de femmes des alentours et tir à vue de villageois considérés comme intrus – provoquant

mutilations et décès. Devant les longs retards d'un mécanisme de réclamation décrié comme injuste et inadéquat par la communauté internationale, plus d'une centaine de survivantes de violences sexuelles se sont organisées avec courage pour exiger réparation.¹

La quête perpétuelle du profit peut engendrer la peur et l'insécurité, et ce sont souvent les femmes qui en paient le prix – insécurité économique, conflits et conditions

PAGE 4 ▶

AUSSI DANS CETTE ÉDITION

*LES DROITS DE QUI?
UNE APPROCHE
FÉMINISTE POUR
COMPRENDRE
LES ACCORDS
INTERNATIONAUX
D'INVESTISSEMENT*

*LA JUSTICE FISCALE ET
L'ÉGALITÉ DES SEXES*

¹ Renseignements tirés du site web de Mines Alerte Canada : <https://miningwatch.ca/news/2018/4/24/victims-barrick-mines-papua-new-guinea-and-tanzania-demand-halt-ongoing-violence-and>

Les droits de qui?

Une approche féministe pour comprendre les accords internationaux d'investissement



Scandant « L'eau est plus précieuse que l'or », des Salvadoriens manifestent contre l'activité minière dans leur pays où l'eau est rare. Photo de Mines Alerta Canada.

Tout le monde souffre quand le droit au profit du secteur privé éclipse le droit à de bonnes politiques publiques en matière d'éducation et de santé, l'accès aux médicaments et à l'eau potable, ainsi que les droits en matière de travail et d'environnement.

L'approche féministe analyse le pouvoir et le privilège – comment ils sont répartis et qui en profite.

Les Canadiens connaissent les accords multilatéraux sur le commerce, comme l'ALENA et l'AECG avec l'Union européenne, qui ne se limitent pas au commerce, mais protègent aussi beaucoup les investisseurs, c'est-à-dire les grandes sociétés. Et le Canada a aussi signé plus de 50 Accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE), dont la plupart avec des pays en développement.

Les pays en développement sont extrêmement vulnérables au pouvoir diplomatique et à celui des grandes sociétés du Canada. Les accords internationaux d'investissement renforcent les inégalités du pouvoir ce qui exerce un impact sur les droits des personnes marginalisées, dont les femmes.

Alors qu'elles ne protègent aucunement les droits des personnes touchées par les investissements étrangers, ces ententes prévoient une solide protection des investisseurs. Ainsi, les pays n'ont pas le droit de favoriser le commerce intérieur aux dépens du commerce étranger, même si cela profiterait à l'économie locale. En vertu de telles ententes, des sociétés étrangères ont remporté des poursuites contre des pays qui avaient adopté des politiques pour améliorer la santé publique ou renforcer la réglementation sur l'environnement, alléguant que ces changements affectaient leurs profits.

Même quand un pays ne perd pas, il ne gagne pas non plus. Le Salvador a refusé des permis à la société canado-australienne Oceana Gold en raison de préoccupations relatives à la rareté de l'eau et à sa contamination. La société a poursuivi le gouvernement à hauteur de 250 millions \$ US, l'équivalent d'environ trois ans des budgets combinés du pays en santé, en éducation et en sécurité publique.

Après 7 ans de litige, la société a perdu sa cause et a dû rembourser 8 millions \$ US au Salvador. Mais le Salvador, pays appauvri, doit encore plus de 5 millions \$ US en frais juridiques. Et comme l'a noté Marcos Orellana du CIEL (Centre du droit international de l'environnement), dans un pays qui manque de ressources aquifères, la cause « a paralysé pendant sept ans l'élaboration et l'application des politiques publiques requises pour protéger l'environnement et le droit à l'eau ».

Tout le monde souffre quand le droit au profit du secteur privé éclipse le droit à de bonnes politiques publiques en matière d'éducation et de santé, l'accès aux médicaments et à l'eau potable, ainsi que les droits en matière de travail et d'environnement. Ceux qui ont le moins de ressources – les groupes marginalisés comme les peuples autochtones – en paient le prix. Et les femmes, en grande partie responsables d'élever les enfants, de voir à la santé de la famille et d'obtenir et utiliser l'eau, portent une part disproportionnée de ce fardeau.

L'injustice et la pauvreté dans le monde sont en grande partie imputables aux inégalités structurelles dans les pays et entre les pays. C'est pourquoi Inter Pares collabore avec des réseaux nationaux et mondiaux œuvrant à changer les structures internationales du droit et de la finance qui renforcent le pouvoir des puissants tout en affaiblissant l'autonomie économique locale et le processus démocratique. ☹

Voir www.interwpares.ca pour une entrevue à ce sujet avec Penelope Simons, l'une des spécialistes en droit qui conseille le Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRC).

de travail dangereuses. Et dans trop de pays, le rythme effréné et apparent de la croissance économique occulte un niveau très élevé d'inégalité des sexes. Sans pouvoir économique, le pouvoir politique est souvent limité. L'analyse féministe doit contester un système économique qui place le profit et la croissance au-dessus de tout, et qui opprime au lieu de libérer. Un « modèle économique féministe est fondé sur la durabilité, l'égalité et le respect des droits économiques, sociaux et culturels de toutes et de tous, tant dans l'économie formelle qu'informelle ».²

Par le soutien financier, l'accompagnement et le plaidoyer politique, Inter Pares appuie des organisations qui travaillent à changer cette dynamique d'un pouvoir injuste et hiérarchisé. Citons par exemple la Deccan Development Society (DDS), homologue d'Inter Pares en Inde, qui a facilité l'organisation de femmes de milieu rural dans des *sanghams*. Ces groupes produisent et partagent collectivement des connaissances en agroécologie, une agriculture fondée sur la biodiversité, la résilience, l'autosuffisance et le pouvoir transformateur de l'économie. En partageant techniques et semences, les femmes résistent au contrôle de l'industrie sur les intrants agricoles, notamment les semences génétiquement modifiées. Ces femmes sont capables d'assurer leur subsistance; elles sont capables d'envoyer leurs enfants à l'école; elles sont capables de bâtir leur sécurité économique.

Mines Alerte Canada, un autre homologue d'Inter Pares, surveille les intérêts miniers canadiens dans le monde, y compris ceux de

Porgera en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Mines Alerte Canada offre son appui, son expertise et sa solidarité à qui a subi un préjudice, notamment aux femmes touchées et leur famille.

En plus de documenter des causes précises et de les appuyer, Mines Alerte Canada plaide pour des solutions systémiques. Avec cette organisation et d'autres, Inter Pares a cofondé le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE), dont le mandat est de proposer des réformes de lois et de politiques

afin d'assurer que l'industrie extractive canadienne soit tenue de respecter des normes strictes en matière d'environnement et de droits de la personne. Le RCRCE a contribué en 2018 à la création par le gouvernement du Canada d'un poste d'ombudspersonne pour la responsabilité des

entreprises ayant « pour mandat d'enquêter sur les allégations de violations des droits de la personne en lien avec les activités d'entreprises canadiennes à l'étranger ».

Le féminisme vise une transformation de la dynamique du pouvoir. Il est donc essentiel d'étudier comment la richesse est produite et qui en profite, puisque cela est lié à un contexte plus large où le patriarcat exerce une influence sur le plan social et politique. Inter Pares est fière d'appuyer des organisations au Canada et partout dans le monde, comme Mines Alerte Canada, le RCRCE et la DDS – des groupes qui contestent fondamentalement et courageusement le contrôle des grandes sociétés et l'ordre économique actuel. C'est ainsi que nous pourrions libérer pleinement le pouvoir du féminisme et bâtir un monde plus juste et plus égalitaire. 

L'analyse féministe doit contester un système économique qui place le profit et la croissance au-dessus de tout, et qui opprime au lieu de libérer.

² Recommandations finales du sommet du W7 : http://w7canada.ca/wp-content/uploads/2018/05/W7-Communique_Final-Franc%CC%A7ais.pdf

INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada

Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par Affaires mondiales Canada.



Affaires mondiales
Canada